

de la langue ». Il convient en effet d’embrasser la vision de la langue en relation avec les autres, seule façon de ne pas se renfermer sur des visions politiques et idéologiques de la défense ou de la promotion d’une langue.

Seule une telle vision de la politique linguistique permet de répondre aux multiples enjeux non seulement culturels, mais aussi politiques et économiques. Selon Xavier North, il s’agit de « disposer de mémoires de traduction, de corpus parallèles avec d’autres langues, de travaux de terminologie et de leurs équivalents dans d’autres langues ». Et les technologies de la langue sont les outils qui en répondant au double besoin de l’apprentissage et de la traduction permettent de développer une approche multilingue susceptible de renforcer la place du français dans les domaines de la recherche (brevets/rapports), de la vie de l’entreprise (les salariés sont de plus en plus souvent confrontés aux baigns linguistiques)<sup>31</sup> ou tout simplement de la circulation des hommes et des biens (tourisme ou études par exemple).

## IV. Scénarios

### 1. Logique d’action

Comme présenté plus haut au moment d’introduire nos conclusions suite aux ateliers et aux travaux de recherche, notre sujet peut être exploré selon trois clefs d’entrée différentes et complémentaires, correspondantes à la combinaison des trois notions de *langue*, *technique* et *usage*. Il paraît judicieux qu’une politique publique agisse sur les trois à la fois, de manière concertée. Une politique exclusive qui ne se concentrerait que (1) sur la *langue* en l’abstrayant de son contexte socio-technologique ; ou bien que (2) sur les *technologies de la langue* prises indépendamment de leur impact sur la langue et les usages ; ou encore que (3) sur les *usages* déconnectés des technologies et de la langue qui les rendent possibles serait une politique bien partielle et peu efficace. En plus, ce choix présenterait un risque de chevauchement avec les domaines de compétences d’autres ministères, tels que le ministère de la Recherche ou le ministère de l’Éducation, par exemple.

La prise en compte des trois piliers *langue*, *technique* et *usage* permettrait au contraire de renforcer et valoriser la dimension transversale et interministérielle de la Délégation à la Langue française et aux langues de France.

19

### 2. Scénarios possibles

Media Consulting Group identifie ainsi trois scénarios possibles :

1. « Business as usual ». Dans ce scénario, il n’y pas de modification sensible de la politique actuelle du MCC, au risque d’un affaiblissement de la vision française dans les instances européennes
2. Une stratégie qui privilégie un pilier sur les trois (soit la langue, soit les technologies, soit les usages), en se privant d’une vision globale. Cela engendrait un chevauchement possible avec les politiques menées dans d’autres ministères au risque de ne pas permettre à l’ensemble des technologies de la langue d’apporter leur valeur ajoutée à la société française
3. Une stratégie holistique qui s’appuie sur les trois piliers. C’est la stratégie qui est suggérée par le consultant et qui est développée dans le chapitre « Recommandations »

---

<sup>31</sup> Cf. François Héran, Alexandra Filhon, Christine Deprez, « La dynamique des langues en France au XX siècle », INED, *Population et société* n.376 Février 2002.

# V. Recommandations

Cinq principales recommandations stratégiques émergent de la réflexion menée tout au long de l'étude :

1. Renforcer la mission de la DGLFLF en élargissant ses compétences, prérogatives et moyens pour renforcer son rôle pivot dans la politique de la langue et des technologies du numérique ;
2. Améliorer l'accessibilité en ligne des ressources francophones dans un monde multilingue selon les standards technologiques du Linked Open Data ;
3. Renforcer le poids et la présence de la recherche française en France ainsi que dans les programmes de recherche et développement du multilinguisme au niveau européen ;
4. Créer un environnement économique et juridique favorable au renforcement du secteur des technologies de la langue ;
5. Renforcer l'appropriation des technologies de la langue par les citoyens et/ou les corps professionnels intermédiaires.

## Recommandation stratégique 1 :

**Renforcer la mission de la DGLFLF en élargissant ses compétences, prérogatives et moyens pour renforcer son rôle pivot dans la politique de la langue et des technologies du numérique**

### Suggestion opérationnelle n. 1.1

Organiser un grand colloque sur les enjeux culturels des technologies de la langue (sur le modèle des États Généraux du Multilinguisme, mais à destination de la France).

Sources : réflexion des experts

Horizon : court/moyen terme

Direction en charge de la mise en œuvre de la recommandation : ministère de la Culture et de la Communication

### Suggestion opérationnelle n. 1.2

Mettre en œuvre une veille active sur les réseaux sociaux pour étudier l'évolution de la langue dans le cadre du multilinguisme. L'objectif est de suivre de près la direction que prend l'usage de la langue française de la part des francophones et des allophones et éventuellement de prendre des mesures en fonction de l'orientation stratégique choisie.

Sources : atelier n.2 (partie 2.3)

Horizon : court terme

Direction en charge de la mise en œuvre de la recommandation : DGLFLF

Interlocuteurs : organismes comme la FING – Forum internet Nouvelle Génération, administrateurs des réseaux sociaux, universités et centres de recherche

## Recommandation stratégique 2 :

**Améliorer l'accessibilité en ligne des ressources francophones dans un monde multilingue selon les normes technologiques du Linked Open Data**

### Suggestion opérationnelle n. 2.1

Promouvoir la mise à disposition de référentiels linguistiques instrumentés et instrumentables dans le contexte du Web des données ouvertes (Linked Open Data), permettant ainsi à tout internaute d'accéder facilement et efficacement aux ressources linguistiques nativement francophones et de les ré-exploiter pour produire de nouvelles ressources.